L. 7/1 05

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre de l'Instruction publique

le 4 mars 1949

d'une demande d'avis urgent sur un projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire relatives au traitement des instituteurs,

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door de Minister van Openbaar Onderwijs

op 4 maart 1949, hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van wet tot wijziging van sommige bepalingen der wet tot regeling van het lager onderwijs, die verband houden met de wedde der onderwijzers,

a donné en sa séance du

5 mars 1949

l'avis suivant :

heeft ter zitting van

5 maart 1949

het volgend advies gegeven :

Les traitements légaux des instituteurs sont fixés par la loi du 20 février 1947 selon un tableau de tension. Leur valeur absolue est déterminée d'après la valeur attribuée aux tensions correspondantes pour les agents de l'Etat aux termes de l'article 29, 1°, alinéa 2. Le coefficient appliqué aux traitements des agents de l'Etat l'est également à ceux des instituteurs .

Le projet soumis au Conseil d'Etat prévoit que les traitements et indemnités des instituteurs des écoles primaires et gardiennes"varient selon les fluctuations de l'index des prix de détail, dans la même mesure que les traitements des agents de l'Etat."

Le système nouveau que le projet institue ne pourra être appliqué qu'à partir du moment où un nouveau statut pécuniaire des agents de l'Etat aura été légalement instauré.

Le Conseil d'Etat propose,dans un but de concordance générale, les modifications de forme reprises au texte ci-après :

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre de l'Instruction publique est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire, coordonnée par l'arrêté royal du 25 octobre 1921, remplacé par la loi du 20 février 1947, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 29.- Le conseil communal arrête le traitement des instituteurs.

A. Ce traitement comprend nécessairement :

1° un traitement de base de 52.080 frs;
des augmentations périodiques fixées comme suit :
six augmentations biennales de 2.880 frs,
une augmentation biennale de 3.360 frs,
quatre augmentations triennales de 3.360 frs.

2° pour les chefs d'école, un supplément de direction fixé à 5.760 frs., 8.640 frs., 11.520 frs., ou 14.400 frs., selon qu'ils dirigent une école comptant 1 à 3 classes, 4 à 6 classes, 7 à 9 classes ou 10 classes et plus.

Toutefois, les chefs d'école déchargés de la tenue d'une classe ne bénéficient du supplément de direction que lorsqu'ils dirigent:

a) une école comptant au moins huit classes subventionnées et 275 élèves,

ou

b) une école comprenant un quatrième degré et comptant au moins sept classes subventionnées et 250 élèves, à la condition qu'ils donnent au minimum dix heures de cours au quatrième degré.

Dans tous les cas, le supplément de direction est réduit de moitié lorsque le bénéficiaire a la jouissance d'un logement scolaire mis à sa disposition par la commune qui utilise ses services.

3° une indemnité attachée à la possession de certains diplômes ou certificats qui témoignent d'un accroissement notable de la valeur professionnelle des instituteurs.
Un arrêté royal détermine les titres qui entrent en ligne de compte et fixe l'indemnité pour chacun d'eux.
Le montant total des indemnités pour certificats spéciaux ne peut être supérieur à 7.200 frs.

B. Les instituteurs bénéficient des allocations de foyer ou de résidence et des allocations familiales et de naissance, dans les mêmes conditions que le personnel des administrations de l'Etat.

C. Le traitement des maîtres spéciaux chargés de l'enseignement de certaines matières dans les écoles dont le personnel ne possède pas les aptitudes requises pour donner cet enseignement, est calculé, suivant le titre de capacité dont les intéressés sont porteurs, à raison de 4 p.c. ou de 3 p.c. du barème des instituteurs par heure hebdomadaire de cours.
Le Ministre de l'Instruction publique statue au sujet de l'admissibilité des certificats et diplômes et détermine en conséquence le taux de la rémunération.

D. Les traitements et indemnités prévus par les dispositions qui précèdent, de même que le montant total fixé par le A.3° ci-dessus varient, selon les fluctuations de l'index des prix de détail, dans la même mesure que les traitements du personnel des administrations de l'Etat.

Article 2.-

L'article 33bis, dernier alinéa, de la même loi, modifié par la loi du 20 février 1947 est remplacé par la disposition suivante :

"Le traitement des institutrices gardiennes comprend nécessairement :

1° un traitement de base de 45.360 frs.;
des augmentations périodiques fixées comme suit :
six augmentations biennales de 2.400 frs.,
une augmentation biennale de 2.880 frs.,
quatre augmentations triennales de 2.880 frs.

2° pour les institutrices, chef d'école, un supplément de direction fixé à 5.040 frs., 7.440 frs., 9.840 frs. ou 12.240 frs., selon qu'elles dirigent une école comptant 1 à 3 classes, 4 à 6 classes, 7 à 9 classes ou 10 classes et plus.
Toutefois, les directrices d'école déchargées de classe ne bénéficient du supplément de direction que lorsqu'elles dirigent une école fréquentée par au moins 275 élèves admis gratuitement.

Dans tous les cas, le supplément de direction est réduit de moitié lorsque la bénéficiaire a la jouissance d'un logement mis à sa disposition par la commune qui utilise ses services.

Les dispositions de l'article 29, A. 3°, B et D. de la présente loi sont applicables aux institutrices gardiennes."

Article 3.-

L'article 36 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Le traitement de l'instituteur est payé mensuellement.

Le traitement de l'instituteur nommé à titre définitif, prend cours à la date de l'entrée en fonctions. Si celle-ci a lieu au cours d'un mois, l'instituteur obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement qu'il reste de jours à courir à partir de celui de l'entrée en fonctions inclusivement.

En cas de cessation de ses fonctions au cours d'un mois, l'instituteur nommé à titre définitif obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement qu'il a couru de jours jusqu'à celui de la cessation inclusivement.

Toutefois, tout mois commencé est dû intégralement aux ayants-droit de l'instituteur décédé, de même qu'à l'instituteur appelé à l'armée en qualité de milicien ou rappelé au titre d'officier de réserve."

Article 4.-

Les dispositions des articles 1 et 2 de la présente loi sortent leurs effets à partir du 1er juillet 1948.

Le traitement d'attente des membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes en disponibilité est calculé, à partir de la même date, sur la base du traitement d'activité tel qu'il est fixé par la présente loi.

L'article 3 entre en vigueur à partir du premier du mois qui suit la publication de la présente loi au Moniteur belge.

Donné à , le

PAR LE REGENT:

Le Ministre de l'Instruction publique,

De wettelijke wedden van de onderwijzers zijn door de wet van 20 Februari 1947 volgens een tabel van spanning bepaald. Hun absolute waarde wordt luidens artikel 29, 1°, alinea 2 vastgesteld volgens de waarde, die toegekend is aan de overeenstemmende spanningen voor het Rijkspersoneel. De coëfficient, die op de wedden van het Rijkspersoneel toepasselijk was, werd eveneens op de wedde van de onderwijzers toegepast.

Het ontwerp bepaalt dat de wedden en vergoedingen van de onderwijzers der lagere en bewaarscholen "veranderen in dezelfde mate als de wedde van het Rijkspersoneel volgens de schommelingen van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen".

Het nieuwe stelsel, dat door het ontwerp wordt ingevoerd, zal slechts kunnen toegepast worden vanaf het ogenblik dat een nieuw geldelijk statuut van het Rijkspersoneel wettelijk zal ingesteld zijn.

De Raad van State stelt, met het oog op de algemene overeenstemming, enkele vormwijzigingen voor, die in de onderstaande tekst zijn aangebracht.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Openbaar Onderwijs is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs samengeschakeld bij koninklijk besluit van 25 October 1921 vervangen door de wet van 20 Februari 1947, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 29.- De gemeenteraad stelt de wedde der onderwijzers vast.

A. Deze wedde omvat noodzakelijk :

1° een basiswedde van 52.080 Fr.;
periodieke verhogingen als volgt vastgesteld :
zes tweejaarlijkse verhogingen van 2.880 Fr.,
één tweejaarlijkse verhoging van 3.360 Fr.;
vier driejaarlijkse verhogingen van 3.360 Fr.,

2° voor de schoolhoofden, een bestuursvergoeding ten bedrage van 5.760 Fr., 8.640 Fr., 11.520 Fr. of 14.400 Fr., naargelang ze een school besturen die 1 tot 3 klassen, 4 tot 6 klassen, 7 tot 9 klassen of 10 en meer klassen telt.
Evenwel de schoolhoofden die van het houden ener klasse ontlast zijn, ontvangen slechts een bestuursvergoeding wanneer ze de leiding hebben :

a) van een school die ten minste acht gesubsidieerde klassen en 275 leerlingen telt ;
b) of van een school met vierde graad, die ten minste zeven gesubsidieerde klassen en 250 leerlingen telt, op voorwaarde dat zij ten minste 10 uren les in de vierde graad geven.

.../...

In elk geval wordt de bestuursvergoeding met de helft verminderd wanneer de belanghebbende de voordelen geniet van een schoolhuis, dat te zijner beschikking wordt gesteld door de gemeente waar hij werkzaam is.

3° een vergoeding uit hoofde van het bezit van zekere diploma's of getuigschriften die wijzen op een merkelijke verhoging van de vakkundige bekwaamheid der onderwijzers. Een koninklijk besluit stelt de in aanmerking komende bekwaamheidsbewijzen vast en bepaalt, voor elk dier bewijzen, het bedrag der vergoeding.

Het totaal bedrag van de vergoedingen voor bijzondere getuigschriften mag niet hoger zijn dan 7.200 Fr.

B. De onderwijzers ontvangen de haard- of de standplaatsvergoeding en de gezins- en de geboortetoelagen onder dezelfde voorwaarden als het personeel der Rijksbesturen.

C. De wedde der bijzondere leermeesters, die met het onderricht in sommige vakken belast zijn aan de scholen waarvan het personeel de vereiste bevoegdheid niet bezit om dat onderwijs te geven, wordt, naar gelang van het bekwaamheidsbewijs waarvan de belanghebbenden houder zijn, berekend tegen 4 t.h. of tegen 3 t.h. van de weddeschaal der onderwijzers per wekelijks lesuur.

De Minister van Openbaar Onderwijs beslist in zake het in aanmerking komen van de getuigschriften en diploma's en bepaalt dienvolgens het bedrag der bezoldiging.

D. De in de voorafgaande bepalingen voorziene wedden en vergoedingen alsook het totaal bedrag vastgesteld bij A, 3° hierboven, veranderen in dezelfde mate als de wedden van het personeel der Rijksbesturen volgens de schommelingen van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen".

Artikel 2.-

Artikel 33 bis, laatste alinea, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 Februari 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De wedde der bewaarschoolonderwijzeressen omvat noodzakelijk :

1° een basiswedde van 45.360 Fr.,
periodieke verhogingen vastgesteld als volgt :
zes tweejaarlijkse verhogingen van 2.400 Fr.,
één tweejaarlijkse verhoging van 2.880 Fr.,
vier driejaarlijkse verhogingen van 2.880 Fr.

2° voor de onderwijzeressen-schoolhoofden, een bestuursvergoeding ten bedrage van 5.040 Fr., 7.440 Fr., 9.840 Fr.,of 12.240 Fr. naargelang ze een school besturen die 1 tot 3 klassen, 4 tot 6 klassen, 7 tot 9 klassen of 10 en meer klassen telt.

Evenwel de schoolbestuursters die van het houden ener klasse ontlast zijn, ontvangen slechts de bestuursvergoeding wanneer ze de leiding hebben van een school die ten minste 275 niet betalende leerlingen telt.

In elk geval wordt de bestuursvergoeding met de helft verminderd wanneer de belanghebbende de voordelen geniet van een schoolhuis,dat te harer beschikking gesteld wordt door de gemeente waar ze werkzaam is.

De bepalingen van artikel 29, A.3°, B en D,van deze wet zijn toepasselijk op de bewaarschoolonderwijzeressen".

Artikel 3.-

Artikel 36 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De wedde van de onderwijzer wordt per maand betaald. De wedde van de onderwijzer, die in vast verband benoemd is, gaat in op de datum van zijn indiensttreding. Indien deze laatste plaats heeft in de loop van een maand, bekomt de onderwijzer voor die maand zoveel dertigsten van zijn wedde als er nog te lopen dagen overblijven met ingang en met inbegrip van de dag van zijn indiensttreding.
In geval van neerlegging der functies in de loop van een maand, bekomt de onderwijzer die in vast verband is benoemd, voor deze maand zoveel dertigsten van zijn wedde als er dagen verlopen zijn tot op die der neerlegging inbegrepen.

.../...

Elke begonnen maand is evenwel geheel verschuldigd aan de rechthebbenden van de onderwijzer die overleden is, evenals aan de onderwijzer die als milicien opgeroepen of als reserve-officier wederopgeroepen wordt".

Artikel 4.-

De bepalingen van de artikelen 1 en 2 van deze wet worden van kracht met ingang van 1 Juli 1948.

Het wachtgeld der leden van het onderwijzend personeel der lagere scholen en bewaarscholen die ter beschikking gesteld worden, wordt berekend, van dezelfde datum af, op grondslag van de activiteitswedde zoals ze door deze wet vastgesteld wordt.

Artikel 3 wordt van kracht met ingang van de eerste der maand die volgt op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

Gegeven te , de

Vanwege de Regent :

De Minister van Openbaar Onderwijs,

Etaient présents :		Waren aanwezig :	
Messieurs :	J.SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
de Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V.DEVAUX,	conseillers d'Etat	
	M.SOMERHAUSEN,	raadsheren van State	
		assesseurs de la section de législation	
		bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,